

## Droits humains dans l'accord avec la Chine : le Parlement suisse ignore l'avis de la population



8+1

### Communiqué de presse de la Plateforme Chine\*

**Zurich/Berne/Lausanne, 10.12.2013 - Hier matin, les revendications de la Plateforme Chine ont retenti à la manière d'un coup de tonnerre : par le biais d'une action concertée en ligne, qui a atteint plus de 250'000 personnes en quelques minutes sur Twitter et Facebook, elle appelait le Conseil national à prendre en compte les droits humains dans l'accord de libre-échange avec la Chine. Même si un sondage GFS a montré que 3 personnes sur 4 partagent le point de vue des ONG, la Chambre du Peuple a refusé une renégociation de l'accord. La Plateforme Chine constate que 63 parlementaires n'ont pas tenu parole, notamment Isabelle Chevalley (PVL), Jean-René Germanier (PLR) et Christophe Darbellay (PDC).**

Les organisations non-gouvernementales la Déclaration de Berne (DB), Solidar Suisse, la Société pour les peuples menacés et la Société pour l'amitié suisse-tibétaine déplorent la décision du Conseil national. En cette Journée internationale des droits de l'homme, la Suisse a une fois de plus sacrifié les droits fondamentaux sur l'autel des intérêts économiques à court terme, reniant au passage sa tradition humanitaire.

250'000 personnes ont pu être atteintes grâce à notre **action de protestation** sur les réseaux sociaux, la plus importante ayant eu lieu en Suisse jusqu'ici. Hier à 7h30, les organisations réunies au sein de la Plateforme Chine appelaient les parlementaires à honorer leur promesse électorale : dans le cadre du questionnaire Smartvote de 2011, 72% des membres du Conseil national s'étaient déclarés favorables à un renforcement des droits humains dans les accords de libre-échange. Récemment, la population suisse s'exprimait également dans ce sens : lors d'un sondage réalisé par l'institut GFS et commandé par la Plateforme Chine, 3 personnes sur 4 demandaient une meilleure prise en compte des droits humains dans les accords de libre-échange.

Le résultat d'aujourd'hui est d'autant plus regrettable, tout comme le revirement de certains parlementaires. Sur le site de la campagne, la Plateforme Chine montre concrètement qui a trahi ses engagements. Le processus de ratification de l'accord n'est cependant pas terminé. En mars 2014, le Conseil des Etats devra lui aussi se prononcer sur la question. La Plateforme Chine veillera à rappeler aux représentants et représentantes de la Chambre haute leur promesse électorale.

**Plus d'informations** sur [www.fairchina.ch](http://www.fairchina.ch) ou auprès de :

Eva Schmassmann, coordinatrice de la Plateforme Chine, 044 228 70 21, [eva.schmassman\[at\]evb.ch](mailto:eva.schmassman[at]evb.ch)

\*La Plateforme Chine regroupe les organisations de développement et de défense des droits humains suivantes: Déclaration de Berne, Solidar Suisse, Société pour les peuples menacés et Société pour l'amitié suisse-tibétaine.